



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
du 27 juin au 4 juillet 2025

### Tensions accrues dans le Gouvernement d'Unité Nationale après le renvoi du ministre de la *Democratic Alliance* Andrew Whitfield

La coalition entre l'ANC et la Democratic Alliance (DA), pierre angulaire du Gouvernement d'Unité Nationale (GNU) mis en place il y a un an, est secouée par une crise déclenchée par le renvoi du vice-ministre du Commerce, Andrew Whitfield (DA), par le président Cyril Ramaphosa.

Whitfield a été sanctionné pour avoir effectué un voyage non autorisé aux États-Unis en pleine période de tensions diplomatiques, une décision que la DA juge disproportionnée, d'autant plus que d'autres ministres, visés par des accusations de corruption, conservent leurs fonctions.

En réponse, la DA a voté contre les budgets des ministres concernés, notamment ceux du logement social et de l'enseignement supérieur, accentuant les tensions au sein de la coalition. John Steenhuisen, leader de la DA, reproche également à C. Ramaphosa un manque de consultation et un processus de décision unilatéral.

Si le GNU tient pour l'instant, la situation demeure fragile, avec un risque élevé de nouvelles tensions politiques à l'approche des prochaines échéances électorales.

## Sommaire :

### Afrique Australe

- Nouvelle dégradation pour Afreximbank : Moody's abaisse la notation financière d'Afreximbank à Baa2
- Des performances économiques contrastées en Afrique australe au premier trimestre 2025

### Afrique du Sud

- Léger ralentissement de l'activité dans le secteur privé sud-africain en juin (S&P Global)

### Angola

- L'Angola devient actionnaire souverain de la Société financière africaine (AFC - Africa Finance Corporation)
- L'absence de garanties retarde le financement américain du corridor de Lobito
- L'Angola met en garde De Beers sur la défense des diamants naturels

### Namibie

- La Namibie est reclassée dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure par la Banque mondiale

### Zambie

- Adoption d'un budget additionnel de 33,6 milliards de kwachas (1,65 milliards d'euros) pour faire face aux arriérés et aux besoins sociaux

### Zimbabwe

- Légère progression de l'inflation

# Afrique Australe

## **Nouvelle dégradation pour Afreximbank : Moody's abaisse la notation financière d'Afreximbank à Baa2**

L'agence de notation Moody's a abaissé la note de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) de Baa1 à Baa2, en raison d'une performance des actifs plus faible que prévue. La perspective a également été révisée de stable à négative. Cette décision, qui suit une dégradation similaire opérée il y a un mois par Fitch, s'explique par le recentrage de l'activité de la banque vers des prêts non garantis à des États souverains en difficulté, qui représente un risque significatif et marque une rupture avec l'orientation initiale de l'institution financière (financement du commerce). En outre, Afreximbank est exposée à des pertes potentielles sur ses prêts souverains au Ghana et en Zambie, qui restructurent leur dette dans le cadre du Cadre commun du G20, lequel impose à la banque des pertes comparables à celles subies par les créanciers privés. Ces expositions représentent respectivement 3 % et 0,2 % de son portefeuille total, et 0,4 % de ses fonds propres nets des provisions.

## **Des performances économiques contrastées en Afrique australe au premier trimestre 2025**

Selon l'agence nationale des statistiques de Zambie (ZAMSTATS), la croissance a atteint 4,5 % sur un an au premier trimestre 2025 (contre +8,6% sur un an au T4 2024). Cette croissance a été principalement soutenue par la reprise du secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (+74,4 %, soit une contribution à la croissance de +3,9 points), après une forte contraction en 2024 liée à une sécheresse prolongée. Les secteurs de l'extraction minière (+16,5 %, soit +1,4 point), des technologies de l'information et de la communication (+16,2 %, soit +1,1 point) ainsi que du tourisme (+27,6 %, soit +0,9 point) ont également contribué positivement à la croissance. À l'inverse, l'activité s'est contractée dans plusieurs secteurs : le

commerce de gros et de détail (-12,0 %, soit une contribution de -2,0 points), la construction (-11,1 %, soit -1,0 point), la production et distribution d'électricité (-17,7 %, soit -0,3 point), et les services financiers et d'assurance (-3,5 %, soit -0,2 point). En conséquence, la structure sectorielle du PIB a évolué : le secteur de l'extraction minière est devenu le principal contributeur à la richesse nationale (22,0 % du PIB), devant le commerce de gros et de détail (16,3 %). La croissance a ralenti en Namibie (+2,7 % sur un an au T1 2025, après +3,6 % sur un an au T4 2024). A noter que cette progression modérée masque d'importantes disparités sectorielles. L'activité a ainsi été obérée par la forte contraction des secteurs de l'agriculture (-20,1 %) et de la pêche (-8,9%), notamment affectés par la sécheresse et les épidémies. La baisse de la production manufacturière (-1,7 %) a pesé sur le secteur secondaire (-0,7%). La croissance a en revanche été positive dans le secteur minier (+2,0 %), porté par une forte hausse de la production d'uranium et d'or. Le secteur tertiaire a également soutenu l'activité (+5,1 %), grâce aux performances de la santé (+11,4 %), du commerce de détail (+6,5 %) et des services financiers (+6,0 %). Le gouvernement prévoit une croissance annuelle de 3,3 % en 2025, soutenue par une amélioration de la pluviométrie et des investissements dans les infrastructures. Toutefois, la poursuite de cette dynamique pourrait être freinée par des risques fiscaux croissants liés à la baisse des transferts de la SACU, à des prix peu favorables des matières premières et à un endettement public élevé. Le ralentissement de la croissance est encore plus perceptible au Botswana, dont le PIB a reculé de 0,3 % sur un an au T1 2025. Ce repli s'explique principalement par les mauvaises performances du secteur minier (-7,7 %), notamment concernant la production de soude (-56,7 %), pénalisée par un arrêt de maintenance chez Botswana Ash, et la production de diamants (-7,5 %), affectée par une demande mondiale toujours faible. Le commerce de diamants a également fortement chuté (-36,2 %). L'activité a également reculé dans le secteur agricole (-3,4 %), touché par de fortes inondations et par une invasion de chenilles légionnaires africaines. Le PIB « hors secteur minier » a toutefois progressé de 2,2 %, tiré par les secteurs de l'éducation (+5,2 %), de

l'administration publique (+4,2 %) et du commerce de détail (+4,6 %), soutenus par une consommation résiliente. À moyen terme, la croissance devrait rester contrainte par la baisse attendue de la production de diamants.

## Afrique du Sud

### Léger ralentissement de l'activité dans le secteur privé sud-africain en juin (S&P Global)

L'indice PMI (Purchasing Manager Index) de S&P Global pour l'Afrique du Sud a atteint 50,1 en juin, après 50,8 en mai. L'indicateur reste ainsi tout juste au-dessus du seuil de 50 points, signalant une quasi-stagnation de l'activité dans le secteur privé (industries manufacturières, des services, de la construction, du commerce et des mines). Cette modération s'explique notamment par un recul de la production, une première depuis trois mois, et une légère baisse des nouvelles commandes, dans un contexte de faiblesse persistante des exportations. Si les services ont continué à tirer l'activité, les autres secteurs ont enregistré des signes de repli. Le climat des affaires s'est nettement dégradé, l'optimisme des chefs d'entreprise atteignant son plus bas niveau depuis près de quatre ans, sur fond d'incertitudes liées à la politique intérieure et extérieure.

## Angola

### L'Angola devient actionnaire souverain de la Société financière africaine (AFC - Africa Finance Corporation)

L'Angola est devenu actionnaire souverain de l'AFC, institution financière multilatérale africaine dédiée aux investissements dans les infrastructures, dotée d'un apport en capital de près de 185 M USD. Créé en 2007, l'Africa Finance Corporation a pour mission de catalyser des investissements dans les secteurs des infrastructures et de l'industrie en Afrique. L'AFC est l'un des principaux promoteurs du projet de corridor de Lobito. Cette entrée de l'Angola repose sur des investissements de près d'un milliard de

dollars de la part de l'AFC dans les secteurs prioritaires de l'Angola – l'énergie, les chemins de fer, la logistique et les minéraux critiques – essentiels à la stratégie d'industrialisation et de diversification économique du pays. L'Angola rejoint ainsi le Cap-Vert en tant que deuxième pays lusophone actionnaire de l'AFC.

### L'absence de garanties retarde le financement américain du corridor de Lobito

Le corridor de Lobito est devenu un acteur central de la rhétorique politique et économique en Angola et du rapprochement du pays avec les puissances occidentales. Malgré des annonces constantes de financements élevés, d'investissements importants et autres bonnes intentions, les financements effectifs tardent néanmoins toujours. Le financement annoncé de la Development Finance Corporation (DFC) américaine, qui vise à augmenter la vitesse de circulation des convois via la modernisation de la ligne de chemin de fer et l'acquisition de nouveaux wagons, reste en cours de négociation avec *Lobito Atlantic Railway (LAR)*, concessionnaire du transport de marchandises sur le corridor (portion angolaise de Lobito à Luau). Ce financement, évalué à environ 550 M USD, aurait dû être décaissé au cours du premier trimestre 2025, mais il dépend désormais de la négociation de garanties avec le gouvernement angolais.

### L'Angola met en garde De Beers sur la défense des diamants naturels

La décision de la multinationale britannique Anglo American de vendre sa participation de 85 % du capital de De Beers (les 15 % restants appartenant au gouvernement du Botswana) est une source d'inquiétude pour les autorités angolaises, qui craignent que l'opération n'entraîne un rapprochement avec le secteur des diamants synthétiques. L'Angola souhaiterait ainsi s'assurer du soutien continu de De Beers à la production et à la promotion des diamants naturels. Selon des analystes internationaux, la valeur de la participation d'Anglo American dans De Beers se situerait entre 2 et 2,5 Mds USD,

soit moins de la moitié de sa valeur comptable. Le Botswana, également inquiet, pourrait décider d'augmenter sa participation au capital de De Beers. Le groupe, revenu en Angola en 2022 après une absence d'environ dix ans, a établi de nouveaux contrats avec la société d'État angolaise Endiama et identifié de multiples zones d'exploration à fort potentiel diamantifère.

## Namibie

**La Namibie est reclassée dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure par la Banque mondiale**

La Banque mondiale a reclassé la Namibie, qui figurait jusque-là dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. La Namibie est le seul pays au monde à subir une telle dégradation cette année. Ce reclassement résulte notamment d'un ralentissement de la croissance économique (+3,7 % en 2024, contre 4,4 % en 2023), dans un contexte de contraction du secteur minier (-1,2 % en 2024, contre +19,3 % en 2023), elle-même due à la faible demande mondiale pour les diamants. La révision prend également en compte une nette réévaluation à la hausse de la population, estimée à un peu plus de 3 millions en 2023 contre des projections initiales d'environ 2,6 millions, ce qui a mécaniquement fait baisser le revenu national brut par habitant. La Banque mondiale insiste sur la nécessité pour la Namibie de tenir compte de cette nouvelle classification et ses politiques économiques, afin de stimuler la croissance, de maîtriser l'inflation et de renforcer son intégration dans l'économie mondiale. Cette évolution intervient dans un contexte où la part des pays à faible revenu en Afrique subsaharienne a diminué de 75 % à 45 %, tandis que tous les pays d'Asie du Sud ont progressé vers des catégories de revenu plus élevées. Cette rétrogradation souligne la nécessité pour la Namibie de repenser ses stratégies de développement afin de sortir du piège des

pays à revenu intermédiaire et de diversifier son économie.

## Zambie

**Un budget supplémentaire de 33,6 milliards de kwachas soumis au Parlement**

Le ministre des Finances zambien, Dr. Situmbeko Musokotwane, a annoncé un budget additionnel de 33,6 milliards de kwachas (environ 1,65 milliards d'euros) pour l'année en cours, dont 33 % devrait être consacré au règlement des arriérés de carburant, 24 % au remboursement de la dette, et 18 % au soutien du secteur agricole. Des fonds seront également alloués aux services sociaux et à l'éducation. Pour financer ce budget, les autorités comptent réaffecter 11 milliards ZMW (444 millions d'euros) issus d'économies, mobiliser 14,8 milliards ZMW (598 millions d'euros) sur le marché domestique, générer 4,9 milliards ZMW (198 millions d'euros) de nouvelles recettes fiscales, et obtenir 2,9 milliards ZMW (environ 123 millions d'euros) de financements extérieurs. Pour mémoire, ce budget fait suite aux discussions avec le FMI dans le cadre de la cinquième revue du programme ECF, qui a révisé à la hausse le déficit budgétaire pour l'exercice en cours à 5,3 % du PIB, en prévision d'un accroissement des dépenses pour le service de la dette et les besoins sociaux.

## Zimbabwe

**Légère progression de l'inflation**

Au Zimbabwe, le taux d'inflation exprimé en dollars américains est resté relativement stable (+14% sur un an en juin, après +13,9% en mai 2025). En parallèle, l'inflation mensuelle s'est établie à -0,2 %, après -0,3 % en mai, portée par la baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-0,7 % après -0,9 %). Les prix des produits non alimentaires sont quant à eux restés inchangés (0,0 %). L'indice des prix en monnaie locale (ZiG) affiche en revanche une légère hausse, à +92,5% en glissement annuel, contre +92,1% en mai. Le taux de change officiel reste relativement stable à

26,9 ZiG pour 1 USD, tandis que le taux parallèle avoisine 38 ZiG pour 1 USD. Selon la méthodologie adoptée par l'autorité statistique, le taux d'inflation pondéré atteint désormais 27,1%, contre 26,9% en mai. Pour mémoire, la Banque centrale du Zimbabwe a maintenu, le 16 juin, son taux directeur à 35%, invoquant la nécessité de préserver la stabilité économique face aux tensions commerciales mondiales.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

[jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)